

B.16. Der zweite Teil des einzigen Klagegrunds ist nicht ernsthaft.

B.17. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass die Voraussetzung des Vorliegens ernsthafter Klagegründe im Sinne von Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof nicht erfüllt ist.

Folglich kann der Klage auf einstweilige Aufhebung nicht stattgegeben werden.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

weist die Klage auf einstweilige Aufhebung zurück.

Erlassen in französischer und niederländischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 20. Oktober 2022.

Der Kanzler,

(gez.) F. Meersschaut

Der Präsident,

(gez.) P. Nihoul

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2023/40902]

16 FEVRIER 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 mai 2018 relatif au Conseil supérieur des Finances

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108 ;

Vu l'arrêté royal du 23 mai 2018 relatif au Conseil supérieur des Finances ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 octobre 2022 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 26 octobre 2022 ;

Vu l'avis n° 72.753/2 du Conseil d'Etat, donné le 16 janvier 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu la dispense d'analyse d'impact du fait de l'article 8, § 1, 4°, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Sur la proposition du Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude et de la Loterie Nationale, du Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et du Travail et du Secrétaire d'Etat pour la Relance et les Investissements stratégiques, chargé de la Politique scientifique

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 mai 2018 relatif au Conseil supérieur des Finances, est complété par le 3° rédigé comme suit :

« 3° le Comité d'étude sur les investissements publics. ».

Art. 2. À l'article 5 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « , ni du Comité d'étude sur les investissements publics. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre IV/1 comportant les articles 19/1 à 19/11, rédigé comme suit :

« Chapitre IV/1 – Le Comité d'étude sur les investissements publics

Section 1. — La Composition du Comité

Art. 19/1. Le Comité d'étude sur les investissements publics est composé de sept membres et un Président, nommés par Nous sur proposition du ministre qui a les Finances dans ses attributions.

Les sept membres comprennent :

1° un membre sur proposition du Bureau fédéral du Plan ;

2° un membre sur proposition de la Banque nationale de Belgique.

3° un membre sur proposition du ministre qui a les Finances dans ses attributions ;

4° un membre sur proposition du ministre qui a le Budget dans ses attributions ;

5° un membre sur proposition du ministre qui a l'Économie dans ses attributions.

6° un membre sur proposition du ministre qui a le Climat dans ses attributions.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C – 2023/40902]

16 FEBRUARI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 mei 2018 betreffende de Hoge Raad van Financiën

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 mei 2018 betreffende de Hoge Raad van Financiën

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 oktober 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 26 oktober 2022;

Gelet op het advies n° 72.753/2 van de Raad van State, gegeven op 16 januari 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de vrijstelling van de impactanalyse ingevolge artikel 8, § 1, 4°, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Op de voordracht van de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding en de Nationale Loterij, de Vice-eersteminister en Minister van Economie en Werk en de Staatssecretaris voor Relance en Strategische Investerings, belast met Wetenschapsbeleid

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 mei 2018 betreffende de Hoge Raad van Financiën wordt aangevuld met het volgende 3°:

«3° de Studiecommissie voor overheidsinvesteringen. ».

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden aan lid 1 de woorden « noch van de Studiecommissie voor overheidsinvesteringen. » toegevoegd.

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk IV/1 ingevoegd met de artikelen 19/1 tot en met 19/11, dat als volgt luidt:

« Hoofdstuk IV/1 - De Studiecommissie voor overheidsinvesteringen

Afeling 1. — Samenstelling van de Commissie

Art. 19/1. De Studiecommissie voor overheidsinvesteringen is samengesteld uit zeven leden en één voorzitter, door Ons op voordracht van de minister bevoegd voor Financiën benoemd.

De zeven leden bestaan uit:

1° één lid op voordracht van het Federaal Planbureau;

2° één lid op voordracht van de Nationale Bank van België.

3° één lid op voordracht van de minister bevoegd voor Financiën;

4° één lid op voordracht van de minister bevoegd voor Begroting;

5° een lid op voordracht van de minister bevoegd voor Economie.

6° een lid op voordracht van de minister bevoegd voor Klimaat.

7^o un membre sur proposition du ministre qui a la Digitalisation dans ses attributions.

Le Président du Comité est nommé par Nous sur proposition du Bureau fédéral du Plan.

Parmi les huit membres composant le Comité, la moitié appartient au rôle linguistique français et l'autre moitié au rôle linguistique néerlandais.

Le mandat des membres du Comité a une durée de cinq ans. Il est renouvelable.

Les entités fédérées ont la possibilité de nommer chacune un représentant qui assistera aux réunions du Comité à titre consultatif.

Art. 19/2. Les membres sont désignés sur la base de leurs compétences particulières dans les domaines financier, budgétaire et économique.

Art. 19/3. Les membres ne peuvent pas exercer les mandats de membre des Chambres législatives, de membre du Parlement d'une communauté ou d'une région, de député provincial, de bourgmestre, ou d'échevin ou de président de CPAS. Les membres ne peuvent pas faire partie du cabinet d'un membre du Gouvernement fédéral ou d'un membre d'un gouvernement des communautés ou des régions.

Section 2. — Le fonctionnement et les missions du Comité

Art. 19/4. Le Président du Comité détermine l'organisation et le déroulement des activités du Comité.

Le Comité fonctionne de manière totalement autonome : seuls les membres peuvent débattre et approuver des projets de rapports et d'avis. Un membre ne peut recevoir aucune instruction dans l'exercice de son mandat, en particulier du pouvoir public ou de l'institution qui l'a proposé.

Le Comité peut communiquer à tout moment de manière indépendante et publiquement, sans restriction ni censure. Cela inclut également la publication des rapports et avis.

Art. 19/5. Le Comité a comme mission d'élaborer des rapports et avis sur l'évolution, les besoins, la mise en œuvre et l'impact des investissements publics en Belgique, entre autres pour assister le ministre qui a l'Économie dans ses attributions, le ministre qui a les Finances dans ses attributions et le ministre qui a le Budget dans ses attributions, dans l'élaboration de la politique d'investissement public.

L'exécution de ces missions comprend au minimum les tâches suivantes :

- a) dresser un état des lieux thématique en matière d'investissement public et des programmations en cours en Belgique, ainsi que de sa position au regard des autres pays de la zone euro
- b) identifier les besoins et les opportunités d'investissements publics, notamment dans le cadre de la double transition (écologique et numérique) ;
- c) identifier et évaluer les obstacles (réglementaires, administratifs, financiers) en matière de mise en œuvre des investissements publics et des pistes de solutions ;
- d) recommander des outils méthodologiques et procédures régulant la sélection et l'évaluation ex ante des projets d'investissement public, notamment sur la base des meilleures pratiques observées au niveau international ;
- e) inciter le dialogue technique entre les entités du pays en matière d'investissements publics et organiser l'échange de bonnes pratiques entre elles. Celui-ci demeurera facultatif, compte tenu du caractère purement fédéral du comité nouvellement créé.

Le rapport ou avis qui découle de chacune de ces tâches, est rendu périodiquement sur initiative propre par le Comité.

Art. 19/6. En plus des rapports et avis mentionnés dans l'article 19/5, le Comité est habilité à émettre, à la demande du ministre qui a les Finances dans ses attributions, du ministre qui a l'Économie dans ses attributions ou du ministre qui a le Budget dans ses attributions ou d'initiative, un rapport ou un avis en matière d'investissement public.

Lorsque les ministres visés à l'article 19/6 demandent un rapport ou un avis au Comité, le délai dans lequel ce rapport ou avis doit être donné est défini d'un commun accord avec le Président du Comité.

Art. 19/7. Dans la préparation des rapports et avis, le Comité travaille de concert avec d'autres institutions telles que le Conseil national de la Productivité, le Conseil central de l'économie ou encore le Conseil fédéral du développement durable.

7^o een lid op voordracht van de minister bevoegd voor Digitalisering.

De Voorzitter van de Commissie wordt door Ons benoemd, op voordracht van het Federaal Planbureau.

Van de acht leden van de Commissie behoort de helft tot de Franse taalrol en de andere helft tot de Nederlandse taalrol.

Het mandaat van de leden van de Commissie duurt vijf jaar. Het kan worden vernieuwd.

De gefedereerde entiteiten kunnen elk een vertegenwoordiger aanwijzen die de vergaderingen van de Commissie met raadgevende stem bijwoont.

Art. 19/2. De leden worden benoemd op basis van hun bijzondere deskundigheid op financieel, budgettair en economisch gebied.

Art. 19/3. De leden kunnen geen mandaten uitoefenen van lid van de Wetgevende Kamers, van lid van het Parlement van een gemeenschap of een gewest, van gedeputeerde, van burgemeester of van schepenen of van OCMW-voorzitter. De leden mogen geen deel uitmaken van een kabinet van een lid van de federale Regering of van een lid van een regering van de gemeenschappen en de gewesten.

Afdeling 2. — De werking en de opdrachten van de Commissie

Art. 19/4. De voorzitter van de Commissie bepaalt de organisatie en het verloop van de werkzaamheden van de Commissie.

De Commissie werkt volledig autonoom: enkel de leden mogen de ontwerpverslagen en -adviezen bediscussiëren en goedkeuren. Een lid mag bij de uitoefening van zijn mandaat geen enkele instructie krijgen in het bijzonder vanwege de overheid of instelling die het lid heeft voorgedragen.

De Commissie kan te allen tijde onafhankelijk en openbaar communiceren, zonder beperking of censuur. Dit omvat ook de publicatie van verslagen en adviezen.

Art. 19/5. De Commissie heeft als opdracht het opstellen van verslagen en adviezen rond de evolutie, de behoeften, de uitvoering en de gevolgen van overheidsinvesteringen in België onder meer om de minister bevoegd voor Economie, de minister bevoegd voor Financiën en de Minister bevoegd voor Begroting bij te staan bij het uitwerken van het beleid inzake overheidsinvesteringen.

De uitvoering van deze opdrachten omvat ten minste de volgende taken

- a) het opstellen van een thematische inventaris van overheidsinvesteringen en de huidige programmering in België, alsmede ten opzichte van andere landen in de eurozone
- b) het in kaart brengen van de behoeften en mogelijkheden voor overheidsinvesteringen, met name in het kader van de dubbele transitie (ecologisch en digitaal);
- c) de (regelgevende, administratieve en financiële) belemmeringen voor de uitvoering van overheidsinvesteringen en mogelijke oplossingen in kaart te brengen en evalueren;
- d) methodologische instrumenten en procedures aanbevelen voor de selectie en ex ante evaluatie van overheidsinvesteringen, met name op basis van de op internationaal niveau waargenomen beste praktijken;
- e) de technische dialoog tussen de entiteiten van het land op het gebied van overheidsinvesteringen aan te moedigen en de uitwisseling van goede praktijken tussen deze entiteiten te organiseren. Dit blijft facultatief, gezien het zuiver federale karakter van de nieuwe opgerichte Commissie.

Het verslag of advies dat voortvloeit uit elk van deze taken, wordt periodiek en op eigen initiatief van de Commissie uitgebracht.

Art. 19/6. Naast de in artikel 19/5 bedoelde verslagen en adviezen, is de Commissie gemachtigd om op vraag van de minister bevoegd voor Financiën, de minister bevoegd voor Economie of de minister bevoegd voor Begroting of op eigen initiatief verslag of advies uit te brengen op het gebied van overheidsinvesteringen.

Wanneer de in artikel 19/6 bedoelde ministers de Commissie een verslag of advies vragen, wordt de termijn binnen dewelke dit verslag of advies moet worden uitgebracht in overleg met de voorzitter van het Comité vastgesteld.

Art. 19/7. Bij de opstelling van verslagen en adviezen werkt de Commissie samen met andere instellingen zoals de Nationale Productiviteitsraad, de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven of de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling.

Les rapports et avis du Comité sont communiqués à la Section Besoins de financement lorsqu'ils sont pertinents au regard des missions de cette dernière, telles que visées à l'article 10.

Art. 19/8. Le Comité remet au ministre qui a dans ses attributions les Finances, au ministre qui a dans ses attributions l'Economie, et au ministre qui a dans ses attributions le Budget, à la demande de ces derniers, ou de leur propre initiative les rapports et avis sur les objets dont il a délibéré.

Les rapports et avis réalisés dans les cadre de ses missions visées à l'article 19/5 sont mis à disposition du public sur le site internet du Conseil supérieur des Finances.

Art. 19/9. Le Comité arrête son règlement d'ordre intérieur. Ce règlement est approuvé par le ministre qui a les Finances dans ses attributions.

Ce règlement précise le nombre minimal de réunions par an, la préparation de l'agenda des réunions ainsi que la façon de déterminer les thèmes qui sont étudiés par le comité.

Le règlement peut, dans les conditions qu'il détermine, prévoir l'octroi de jetons de présence et le remboursement des frais réels aux membres du Comité et aux éventuels experts consultés. Il peut également prévoir le remboursement des frais réels aux membres du secrétariat.

Art. 19/10. La majorité des membres est requise pour qu'un rapport ou un avis soit adopté.

Section 3. — Secrétariat du Comité

Art. 19/11. Le Comité est assisté par un secrétariat qui exécute uniquement les missions imposées par le Président du Comité. Le Bureau fédéral du plan est chargé du secrétariat du Comité d'étude sur les investissements publics. Les membres du secrétariat sont désignés par le Comité sur proposition du Président, à l'issue d'une procédure de sélection ouverte à l'ensemble des membres du personnel de l'Etat fédéral ainsi qu'aux candidats externes, que ce soit par un mécanisme de détachement ou par un recrutement sur une base contractuelle. La désignation en tant que membre du secrétariat a une durée de maximum cinq ans. Cette désignation est renouvelable.

Les membres du secrétariat travaillent exclusivement sur instruction et sous la direction du Président. Un membre ne peut recevoir aucune instruction dans l'exercice de ses fonctions provenant de l'extérieur du Comité, en particulier du pouvoir public ou de l'institution qui l'a proposé. Par ailleurs, il ne peut travailler pour l'institution qui l'a proposé durant cette période de mise à disposition.

Le Bureau fédéral du Plan met gratuitement à disposition du Comité et du secrétariat des bureaux et des espaces de réunion.

Les crédits prévus au fonctionnement du Comité et de son secrétariat peuvent être utilisés notamment pour prendre en charge la rémunération des membres du secrétariat employés ou détachés d'une institution ainsi que la sous-traitance de missions d'étude.

Art. 4. À l'article 19, alinéa 3, deuxième phrase, du même arrêté, les mots 'ou au Comité d'étude sur le vieillissement' sont remplacés par les signe et mots ', au Comité d'étude sur le vieillissement ou au Comité d'étude sur les investissements publics'»

Art. 5. À l'article 20 du même arrêté, les mots 'et le Comité d'étude sur le vieillissement' sont remplacés par les signe et mots ', le Comité d'étude sur le vieillissement et le Comité d'étude sur les investissements publics'

Art. 6. À l'article 21 du même arrêté, les signe et mots ', le Comité d'étude sur les investissements publics' seront insérés entre les mots 'le Comité d'étude sur le vieillissement' et les mots 'et les groupes de travail'

Donné à Bruxelles, le 16 février 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude et de la Loterie Nationale,
V. VAN PETEGHEM

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

Le Secrétaire d'Etat pour la Relance et les Investissements stratégiques, chargé de la Politique scientifique,
T. DERMINE

De verslagen en adviezen van de Commissie worden ter kennis gebracht van de afdeling Financieringsbehoeften wanneer zij van belang zijn voor de opdrachten van deze afdeling, bedoeld in artikel 10.

Art. 19/8. De Commissie verstrekt aan de minister bevoegd voor Financiën, de minister bevoegd voor Economie, en de minister bevoegd voor Begroting, op aanvraag van deze laatste of op eigen initiatief, de verslagen en adviezen voor over de aangelegenheden waarover het heeft beraadslaagd.

De verslagen en adviezen die in het kader van haar in artikel 19/5 bedoelde opdrachten worden opgesteld, worden op de website van de Hoge Raad van Financiën ter beschikking van het publiek gesteld.

Art. 19/9. De Commissie stelt haar reglement van inwendige orde op vast. Dit reglement wordt goedgekeurd door de minister bevoegd voor Financiën.

Dit reglement bepaalt het minimumaantal vergaderingen per jaar, de opstelling van de agenda van de vergaderingen en de wijze waarop de door de Commissie te bestuderen onderwerpen worden vastgesteld.

Het reglement kan, onder de voorwaarden welke het bepaalt, voorzien in de toekenning van presentiegeld en de terugbetaling van werkelijke onkosten aan de leden van de Commissie en aan de eventueel geraadpleegde deskundigen. Het kan eveneens voorzien in de terugbetaling van de werkelijke onkosten aan de personeelsleden van het secretariaat.

Art. 19/10. Voor de aanneming van een verslag of een advies is een meerderheid van de leden vereist.

Sectie 3. — Secretariaat van de Commissie

Art. 19/11. De Commissie wordt bijgestaan door een secretariaat dat alleen de door de voorzitter van de Commissie opgelegde taken uitvoert. Het Federaal Planbureau wordt belast met het secretariaat van de Studiecommissie voor overheidsinvesteringen. De leden van het secretariaat worden aangeworven door de Commissie op voordracht van de voorzitter, na een selectieprocedure die openstaat voor alle personeelsleden van de federale staat, alsook voor externe kandidaten, via een detachingsmechanisme of via aanwerving op contractuele basis. Zij worden maximaal vijf jaar ter beschikking van het secretariaat gesteld. Deze benoeming kan worden verlengd.

De leden van het secretariaat werken uitsluitend op instructie en onder leiding van de voorzitter. Een lid mag bij de uitoefening van zijn functie geen instructies ontvangen van buiten de Commissie, met name van de overheid of de instelling die hem heeft voorgedragen. Bovendien mag hij tijdens deze periode van detachering niet werken voor de instelling die hem heeft voorgesteld.

Het Federaal Planbureau stelt gratis de Commissie en het secretariaat kantoor- en vergaderruimte ter beschikking.

De voorziene kredieten voor de werking van de Commissie en het secretariaat kunnen met name worden gebruikt ter betaling van de lonen van de leden van het secretariaat die er zijn tewerkgesteld of gedetacheerd zijn vanuit een instelling, alsook voor de uitbesteding van studieopdrachten.

Art. 4. In artikel 19, alinea 3, tweede zin, van hetzelfde besluit worden de woorden 'of de Studiecommissie voor de vergrijzing' vervangen door het teken en de woorden ', de Studiecommissie voor de vergrijzing of de Studiecommissie voor overheidsinvesteringen'.

Art. 5. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de woorden 'en de Studiecommissie voor de vergrijzing' vervangen door het teken en de woorden ', de Studiecommissie voor de vergrijzing of de Studiecommissie voor overheidsinvesteringen'.

Art. 6. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden het teken en de woorden ', de studiecommissie voor overheidsinvesteringen' ingevoegd tussen de woorden 'de Studiecommissie voor de vergrijzing' en de woorden 'en de werkgroepen'.

Gegeven te Brussel, 16 februari 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding en de Nationale Loterij,
V. VAN PETEGHEM

De Vice-eersteminister en minister van Economie en Werk,
P.-Y. DERMAGNE

De Staatssecretaris voor Relance en Strategische Investerings,
belast met Wetenschapsbeleid,
T. DERMINE